

MAITRE D'OUVRAGE
ACADEMIE DES BEAUX ARTS



ACADÉMIE
DES BEAUX-ARTS
INSTITUT DE FRANCE

Représenté par
AREAM PROPERTY



7 rue de Chaillot
75116 PARIS



TRAITEMENT DE LA FACADE
29, rue de Bourgogne – 75007 Paris

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
DCE**

Dressé le 07 Juin 2024
Modifié le 24 Juin 2024



2 Bd Général De Gaulle – 92120 MONTROUGE - Tél : 01.42.31.05.84/Fax : 01.42.31.26.60

<p style="text-align: center;">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)</p>

<p><i>Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) – Maître d’Ouvrage Délégué</i></p>
--

<p>Monsieur le Directeur par délégation AREAM PROPERTY 7 rue de Chaillot 75116 PARIS</p>
--

<p><i>Personne habilitée à donner les renseignements – Maître d’œuvre</i></p>
--

<p>Monsieur le Directeur LBA Ingénierie 2 Boulevard Général De Gaulle 92120 MONTROUGE</p>

<p><i>Ordonnateur - Maître d’Ouvrage</i></p>

<p>Secrétaire perpétuel – Secrétariat général – Académie des beaux-arts</p>

<p><i>Comptable public assignataire</i></p>
--

<p>Madame la Receveuse des fondations – Académie des beaux-arts</p>

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'Ouvrage Délégué".

SOMMAIRE

1 - GENERALITES.....	5
1.1 - Objet	5
1.2 - Programme	5
1.3 – Principaux intervenants.....	5
1.4 - Documents.....	6
1-5. Dispositions générales.....	7
1.7 – Dossier d’appel d’offres.....	10
2 - MARCHES.....	11
2.1 – Parties contractantes.....	11
2.2 – Forme de marché	11
2.3 – Pièces contractuelles constituant le marché	11
2.3.1 – Documents d’ordre général	11
2.3.2 – Documents d’ordre particulier	11
2.4 – Ordre de priorité des pièces du marché	12
3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	13
3.1 – Contenu des prix - Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	13
3.3 Variations dans le prix en fonction des conditions économiques.....	14
3-4. Modalités particulières de paiement	14
3-5. Augmentation du montant des travaux	15
4 - DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	15
4-1. Délai de réalisation	15
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	15
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	15
4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution	15
4-4. Autres pénalités	15
4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	15
4-4.2. Documents fournis après exécution	15
4-4.3. Période de préparation	15
4-4.4. Rendez-vous de chantier.....	15
4-4.5. Autres pénalités diverses.....	15
5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
5-1. Retenue de garantie	16
5-2. Avances	16

6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	17
6.1 – Provenance des matériaux et produits.....	17
6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits..	17
7 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	17
7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	17
7-2. Etudes d'exécution des ouvrages	18
7-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément	18
7-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	18
7-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise	18
7-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	19
7-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	19
7-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	20
7-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	20
7-4.6. Démolition de constructions	20
7-4.7. Emploi d'explosifs - Engins explosifs de guerre.....	20
7-4.8. Dégradations causées aux voies publiques.....	20
7-5. Registre de chantier.....	20
8. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	20
8-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	20
9. RESILIATION.....	21
10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	22

1 - GENERALITES

1.1 - Objet

Le présent CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) définit les prestations particulières applicables aux marchés de travaux passés par le Maître d'Ouvrage Délégué ci-après désigné.

En cas de contradiction, les prescriptions indiquées dans le présent document ont priorité sur celles de la Norme NFP 03-001, mais ne sauraient s'opposer à toutes dispositions législatives qui les rendraient caduques.

1.2 - Programme

Les travaux, objet du présent marché, concernent les travaux à exécuter pour le traitement de la façade d'un immeuble au 29 rue de Bourgogne à PARIS dans le 7ème arrondissement

Décomposition en tranches et en lots :

- Il n'est pas prévu de décomposition en tranches (sauf indication contraire aux CCTP), Toutefois, le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit de choisir une entreprise par « Ensemble » cité ci-dessus. L'offre de l'entreprise est donc distincte et non groupée.
- L'opération de travaux se compose de deux lots :
 - o Lot 01 Ravalement
 - o Lot 02 Menuiseries Extérieures

1.3 – Principaux intervenants

Mandataire du maître de l'ouvrage :

Monsieur le Secrétaire Général par délégation de l'Académie des beaux-arts

Maître d'Ouvrage Délégué :

AREAM PROPERTY

7 rue de Chaillot
75116 PARIS

Maître d'Œuvre :

LBA Ingénierie

2 Boulevard du Général De Gaulle
92120 MONTROUGE
Tél : 01.42.31.05.84/Fax : 01.42.31.26.60

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 et R.2193-3 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7 c. ci-après.

Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

- Conseiller de prévention désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le Maître d'Ouvrage délégué pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4/5)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11 et 12)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)

1.4 - Documents

L'entreprise utilisera :

1/ *Documents généraux présentant :*

a) Un caractère administratif, tels que :

- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), le présent document

b) Un caractère technique tels que :

- Les Normes AFNOR
- Les règles de prescriptions en vigueur dans les administrations (EDF - GDF - PTT - EAU - CPCU - etc.)
- Les règlements de Sécurité Incendie.

2/ *Documents établis par le Maître d'Œuvre, comprenant :*

a) Pièces écrites :

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières destiné à :
 - * Décrire les natures et marques éventuelles des fournitures
 - * Préciser les emplacements et les étendues des ouvrages à réaliser.

b) Pièces graphiques :

- Les plans Architectes joints au dossier.

3/ *Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques*

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

- Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

- Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.
 - b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :
 - Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire.
 - Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.
 - c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.
- Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-5. Dispositions générales

- a) Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.
- b) Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 et R.2193-3 Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

c) Responsabilités et Assurances

Responsabilités :

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun :

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, l'entreprise déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles

- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Dispositions communes :

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.)

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

d) Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2124-3 du code de la commande publique.

e) Clauses sociales et environnementales

La clause sociale est une obligation contractuelle, qui s'impose au titulaire d'un marché public. Ainsi, lors de la consultation, les entreprises doivent remplir obligatoirement la "fiche entreprise", correspondant à leur offre sociale.

La fiche entreprise récapitule un certain nombre d'informations légales et financières. Elles sont essentielles pour connaître l'historique, le statut et la santé financière d'une société. Collecte au même endroit toutes les informations de base telles que le statut juridique de l'entreprise, son capital social ou encore ses numéros RCS, SIRET ou SIREN, on y trouve également le détail des :

- Informations sur les dirigeants,
- Marques déposées,
- Annonces légales et actes publiés,
- Procédures collectives en cours ou terminées, etc.

La clause environnementale générale prévoit que « les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché » et que « ces obligations doivent être vérifiables, selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif ».

f) Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1.7 – Dossier d'appel d'offres

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du dossier (pièces écrites et plans) afin de prévoir les travaux de son lot.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra invoquer l'absence, dans son propre dossier, d'une pièce du dossier général d'appel d'offres pour justifier une plus-value résultant d'un oubli ou d'une méconnaissance des ouvrages. Aucune réclamation ne pourra être adressée à ce titre.

La décomposition des bordereaux de prix correspondra à chacun des articles du CCTP, décomposée par nature d'ouvrage ; aucune autre nomenclature ne sera admise.

A partir du dossier directeur qui lui sera remis, l'entrepreneur devra prévoir la totalité des travaux, ouvrages et équipements nécessaires à la bonne mise en œuvre et au bon fonctionnement des installations prévues dans le respect des règlements et des normes.

S'il est amené à prévoir tout équipement, ouvrage et travail complémentaires, ils seront précisés et inclus dans son offre de prix.

Lors de son étude, l'entrepreneur doit donc veiller, signaler et remédier à toute incohérence qu'il aurait pu découvrir dans les pièces d'appel d'offres. Après signature du marché, il demeurera le technicien responsable de la cohérence des prescriptions des pièces du marché.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas faire état d'erreur ou d'omission dans les documents du marché, pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'art, et différents règlements parus à la date de la remise de son offre.

2 - MARCHES

2.1 – Parties contractantes

Le marché sera passé pour l'ensemble des travaux afférents à son lot : entre le Maître d'Ouvrage délégué et l'entreprise.

2.2 – Forme de marché

Le marché passé est du type "Marché Public de travaux passé selon la procédure adaptée", global, forfaitaire, non révisable et non actualisable selon indications portées sur le document marché conclu avec l'entreprise.

2.3 – Pièces contractuelles constituant le marché

2.3.1 – Documents d'ordre général

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU), les Cahiers des Charges et Règles de Calcul, le recueil des instructions techniques du répertoire des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets et marchés de bâtiments en France (REEF) et tous les documents de prescriptions techniques relatifs à tous les corps d'état, établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)
- L'ensemble des Normes Françaises de l'AFNOR
- Les règlements de construction ainsi que les lois et textes ministériels relatifs aux règles de construction pour la protection des bâtiments contre l'incendie et en matière d'isolation phonique et d'isolation thermique
- Le règlement sanitaire de la Commune où se dérouleront les travaux
- Les règles concernant l'hygiène et la sécurité du Travail.

Nota : *Les documents d'ordre général sus-indiqués ne sont pas joints matériellement au marché signé par les parties contractantes. Celles-ci cependant reconnaissent en avoir parfaite connaissance, comme étant des documents ayant fait l'objet de publications officielles.*

2.3.2 – Documents d'ordre particulier

La série des documents comprend :

- 1/ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage Délégué fait seule foi
- 2/ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage Délégué fait seule foi
- 3/ Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS)
- 4/ Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants
- 5/ Le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) tous corps d'état

6/ Les plans, façades et coupes établis et mis à jour par le MOE

7/ Les plans techniques établis par les BET

8/ La dernière offre de l'Entreprise comportant le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

9/ Le planning des travaux tous corps d'état.

Les erreurs relevées en cours d'exécution sur les quantités et les prix figurant sur ces documents, ne peuvent conduire en aucun cas, à une modification du prix global porté à l'offre de l'entreprise.

Les prix portés sur ces documents doivent faire apparaître :

- Le montant hors taxes
- Le montant de la T.V.A.
- Le montant T.T.C.

2.4 – Ordre de priorité des pièces du marché

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces du marché, les indications de la pièce portant le numéro le moins élevé dans l'énumération qui est faite aux articles 2.3.1 et 2.3.2 ci-avant, primeront sur les autres.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;

3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 – Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-1.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

3-1.2. Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après « Installation de chantier », le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-1.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le Maître d'Ouvrage Délégué.

3-1.4. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG.

- Si le Maître d'Ouvrage Délégué n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le Maître d'Ouvrage Délégué d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le Maître d'Ouvrage Délégué dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

- Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur (Maître d'Ouvrage Délégué) de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75- 1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire.

Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

- Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-1.5. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage.

Il est fait application de l'article R.2192-10 et suivants du code de la commande publique et du décret 2013-269 du 29 mars 2013.

3-1.6. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-1.7. Répartition des dépenses communes de chantier
Les stipulations du CCAG sont applicables.

3.3 Variations dans le prix en fonction des conditions économiques

Le marché est passé à prix forfaitaire, ferme, non révisable et non actualisable.

3-3.1. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Modalités particulières de paiement

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître de l'ouvrage délégué, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le Maître de l'Ouvrage Délégué informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le Maître d'Ouvrage Délégué. En conséquence ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

4 - DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 100 €.

4-4. Autres pénalités

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception des retards d'exécutions citées à articles 19.2.4 du CCAG.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :
A la fin des travaux, dans le délai de 5 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 40, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50 €.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 28.1, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 €.

4-4.5. Autres pénalités diverses

Non-respect des consignes de sécurités demandées par le conseiller de prévention.

Une pénalité journalière de 100€ par infraction constatée par le conseiller de prévention de la préfecture ou de la Direction Départementale de la Protection des Populations sera appliqué après l'avoir signifié à l'agent concerné et en avoir informé le représentant de la Maitre d'ouvrage.

5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% est prévue.

5-2. Avances

Une avance de 30% est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. Conformément à l'article 18.1 du CCAG, la période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le Maître d'Ouvrage Délégué. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Rappel par extrait Article R2191-7 code de la commande publique :

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 – Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage délégué des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'œuvre les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-2.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-2.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

7 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du titulaire :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement et mise au point du SOSED (schéma d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets) ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des

travaux, dans le délai de 08 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- Du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- Du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Du SOSED ;
- Etablissement du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque intervenant. Les PPSSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

7-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par l'entreprise et proposées au maître d'œuvre et bureau de contrôle pour accord avant toute commande.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad version 14, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office version 2003 sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice version 3.1, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

7-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

7-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

7-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

7-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2-A du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

C.C.A.P

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présents marchés relatifs à la coordination SPS.

7-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG sont applicables.

7-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

7-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

7-4.7. Emploi d'explosifs - Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

7-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-5. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

8. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

8-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

8-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations des normes homologuées listées au CCTP sont seules applicables.

8-2. Réception

8-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les

formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad dernière version, les autres documents, ppt, doc, xlsx, pour Microsoft Office dernière version, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice version 3.1, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip.

Leurs noms devront être suffisamment explicites

8-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-7. Garanties particulières

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou des éléments d'installations suivants :

- Dysfonctionnement sur les éléments électriques remplacés par le titulaire dans le cadre du présent marché.
- Dysfonctionnement sur les pièces mécaniques remplacés par le titulaire dans le cadre du présent marché pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage délégué, toutes les réparations nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de 1 mois à compter de la date de la demande d'intervention, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 12 h ouvrés.

Le titulaire est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

9. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le Maître d'Ouvrage Délégué des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du Maître d'Ouvrage Délégué, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

- CCAP 1-7.c déroge à l'article 8.1.3 du CCAG
- CCAP 2.3.1/2 déroge à l'article 4.1 du CCAG
- CCAP 3-2.3 déroge à l'article 14.4.3 du CCAG
- CCAP 3-2.5 déroge à l'article 12.4.4 du CCAG
- CCAP 3-5 déroge à l'article 14.4.3 du CCAG
- CCAP 4 déroge à l'article 19.2 du CCAG
- CCAP 4-3.1 déroge à l'article 19.2 du CCAG
- CCAP 8-1 déroge à l'article 28.2.2 du CCAG
- CCAP 8-2 déroge à l'article 29.1.4 du CCAG
- CCAP 9-5 déroge à l'article 40 du CCAG
- CCAP 10 déroge à l'article 50.3.1 du CCAG
- AE 3-1 déroge à l'article 18.1 et du 28.1 du CCAG